

180 rue de la Pompe

Après des années d'efforts, une plaque honore désormais la mémoire des résistants torturés par la police allemande et ses auxiliaires français...

Lors de sa séance de septembre 2016, le Conseil de Paris a approuvé la proposition présentée par Mme Catherine Vieu-Charier, adjointe à la Maire de Paris, d'apposer une plaque en hommage aux résistants torturés 180, rue de la Pompe à Paris 16^e ainsi conçue : « Ici au 180 rue de la Pompe entre mai et août 1944, plus de 300 résistantes et résistants de différents réseaux ont été interrogés dans cet immeuble et la plupart torturés parfois jusqu'à la mort par la police allemande et ses auxiliaires français. N'oublions pas leur combat ».

Cette décision est l'aboutissement d'une action qui a commencé en 2012, avec une lettre envoyée à Bertrand Delanoé, alors Maire de Paris, pour attirer son attention sur ce lieu mémoriel méritant d'être signalé aux passants. A l'instigation de la « Gestapo de la rue de la Pompe », plus de deux cents résistants y ont été interrogés et torturés. Trois sont morts sous la torture : Jean Desbordes (1906-1944), alias Duroc, membre du réseau franco-polonais F, Maurice Loebenberg (1916-1944), alias Cachoud, du service des faux papiers du Mouvement de Libération Nationale et de l'Organisation Juive de Combat et Wlodzimierz Kaczorowski (1892-1944) du réseau POWN-Monika.

Sur les traces d'une enquête judiciaire

La famille de Jean Desbordes a attiré mon attention sur ce lieu. Aux archives de la Préfecture de Police de Paris, j'ai découvert l'existence d'un centre de torture qui n'avait rien à envier à celui de la rue Lauriston. J'ignorais que tant de résistants étaient passés entre les mains d'une équipe de 44 auxiliaires français dirigés par l'Allemand Friedrich Berger, sous les ordres de la Gestapo de la rue des Saussaies.

L'enquête de la police judiciaire a démarré début septembre 1944 grâce à Irène Levulis, qui donne l'alerte. Gravement torturée, elle avait été conduite à l'hôpital

de la Pitié, avec un autre torturé, Wladimir Kaczorowski, ex-attaché du consulat général de Pologne. Il y mourrait quatre jours plus tard des suites de ses tortures. Libérée le 17 août par l'insurrection parisienne, Irène Levulis contacte M. Kedzierski, chef de service à la Délégation du gouvernement polonais à Paris, qui dépose une plainte auprès du Procureur de la République le



Les visages de Jean Desbordes alias Duroc, Maurice Loebenberg alias Cachoud et Wlodzimierz Kaczorowski, retrouvés dans les archives de la Préfecture de police de Paris.

9 septembre 1944. Celle-ci donne lieu à une commission rogatoire du juge Jadin, grâce à laquelle une enquête judiciaire est déclenchée dès le 16 septembre 1944.

Une autre plainte est également déposée par Emmanuelle Glain, du Comité Anti Déportation, miraculeusement sauvée du train du 15 août par la Croix-Rouge Suédoise, reconduite à Fresnes, et libérée deux jours plus tard après la fuite des Allemands et de leurs auxiliaires français vers Nancy. Plusieurs résistants de l'Organisation Juive de Combat arrêtés en juillet et internés ensuite à Drancy, réussissent à s'évader du « dernier wagon ». Ils regagnent Paris à pied aux premières journées de la Libération. L'enquête judiciaire peut avancer.

Les enquêteurs dressent les noms de la bande, accumulent les témoignages,

les preuves, les documents, alors que les résistants déportés ne sont pas encore libérés.

Au procès de novembre 1952, pas de chef

La bande s'installe au 180 rue de la Pompe le 17 avril 1944. Elle occupe deux appartements. Un au rez de chaussée avec une baignoire à l'entrée et un sous-sol, et un

tion Juive de Combat, en majorité des résistants hommes et femmes d'origine étrangère qui combattent pour la libération du pays. En août, c'est le réseau Coty, le Comité d'Action contre la Déportation (CAD), une bonne partie du service PTT du Mouvement de Libération Nationale (MLN). Ces jeunes, en grande partie des femmes, qui transportent les messages d'un groupe à l'autre, sont indispensables à la préparation de l'insurrection.

Ils arrêtent aussi des otages comme Georges Bruhat, directeur adjoint de l'École Normale Supérieure, qui mourra en déportation. Ils montent des traque-nards avec d'autres agents allemands pour arrêter des jeunes FFI de Chelles, dont ils n'hésitent pas à fusiller 44 d'entre eux à la cascade du bois de Boulogne, la veille de leur fuite en Allemagne. Sans oublier les FFI de la rue Leroux, le docteur Blanchet. Ils continuent de semer la terreur sur le chemin de l'Allemagne, perpétuant de nouveaux assassinats.

La première enquête de la police judiciaire est terminée en décembre 1944, avant le retour des déportés. Une deuxième enquête menée par la justice militaire poursuit l'instruction qui aboutira huit ans plus tard au procès dit de la « Gestapo de la rue de la Pompe » qui s'ouvre le 19 novembre 1952 devant le tribunal militaire de Paris. Le chef n'est pas dans le box des accusés. Il travaille pour les services secrets américains qui préparent la guerre froide. Au cours du procès, on dénombre 300 arrestations, 163 déportations, 110 morts dont 60 fusillés à Paris.

Avec les familles, les membres des associations de résistants et de déportés, les historiens, nous rendrons hommage à ces résistants français et étrangers, ces femmes et hommes, martyrs de la rue de la Pompe qui se sont sacrifiés pour la Libération de notre pays.

MARIE-JOSÈPHE BONNET*

* Auteure de *Tortionnaires, truands et collabos, la bande de la rue de la Pompe - Été 1944*, éditions Ouest-France, 2013.

autre au premier. Elle ouvre officiellement un de ces bureaux d'achat allemands où l'argent coule à flots. Il sert à payer les tortionnaires. Très vite, ils participent à la chasse aux résistants et aux juifs. Des expéditions sont menées en province, à Roanne, et surtout à Lille, fin juin, pour démanteler le réseau Voix du Nord à la suite de la trahison d'une recrue. A Paris, des chefs du réseau NAP (Noyautage des Administrations Publiques) sont arrêtés avec leurs agents de liaison. Le colonel Zarapoff et le général Bruncher, sont torturés malgré leur grand âge. Des jeunes femmes également comme Jacqueline Bernard, Nicole Clarens ou Marie Médard, tellement héroïque qu'ils la surnomment Jeanne d'Arc. C'est l'engrenage. 26 personnes du réseau franco-polonais F2 sont arrêtées début juillet. A la mi-juillet, ce sont 29 personnes de l'Organisa-